DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 4

Numéros dans les séries spéciales :

1543 TM — 561 TOM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

GARANTIE PAR L'ETAT DE CERTAINES PENSIONS
ET RENTES VIAGERES ALLOUEES
PAR LES CAISSES LOCALES DE RETRAITE
DE TUNISIE, DU MAROC ET D'ALGERIE

COEFFICIENTS DE REVALORISATION
APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 1967

DOCUMENTS A ANNOTER

Instruction n° 62-114 - B 3 du 10 octobre 1962.

Instruction n° 65-50 - B 3 du 25 mai 1965, modifiée à compter des 1^{er} janvier 1966
et 1^{er} janvier 1967.

Instruction n° 65-99 - B 3 du 15 décembre 1965, modifiée à compter du 1^{er} janvier 1967.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGS	TPG	DOM	RF	P	PAA	PGM	PGT
PSA	TOM	CLV	PY	PGA	TGE	PA	

DIFFUSION

P

1

INSTRUCTION
N° 67-17 - B 3
du
10 février 1967.

1 Deux arrêtés en date du 15 décembre 1966, pris en application des articles 4 du décret n° 59-1107 du 19 septembre 1959 et 3 du décret n° 61-538 du 29 mai 1961, ont porté, à compter du 1^{er} janvier 1967, à :

- 210 %, en ce qui concerne les pensions concédées en garantie des pensions de la *Caisse de retraite des ouvriers de l'Etat tunisien* ;
- 219,5 %, en ce qui concerne les pensions concédées en garantie des rentes viagères servies par la *Caisse de prévoyance marocaine* ou par la *Caisse des rentes viagères des personnels auxiliaires des administrations publiques du Maroc*,

les coefficients de revalorisation applicables pour la détermination du montant de ces pensions.

Il sera fait application de ces coefficients à l'occasion du règlement des arrérages trimestriels des prochaines échéances, les 6 et 9 avril 1967. Les Comptables supérieurs assignataires se conformeront, à cet effet, aux dispositions prévues au paragraphe 25 de l'instruction n° 62-114-B 3 du 10 octobre 1962 par laquelle ont été précisées les conditions d'attribution et de paiement des pensions de l'espèce.

2 Par ailleurs, il sera fait application aux pensions garanties concédées au profit des retraités tributaires du *Fonds spécial des ouvriers d'Algérie*, de coefficients de revalorisation fixés à :

- 125 % à compter du 1^{er} janvier 1966 (1) ;
- 131 % à compter du 1^{er} janvier 1967.

Les Comptables supérieurs assignataires se conformeront, à cet effet, aux dispositions prévues au paragraphe 18 de l'instruction n° 65-50-B 3 du 25 mai 1965 qui a fixé les règles applicables au paiement de ces pensions.

3 Enfin, le décret n° 65-164 du 1^{er} mars 1965, dont le texte est reproduit en annexe à la présente instruction, a fixé les conditions d'application, *aux personnels de nationalité française des sociétés concessionnaires, offices et établissements publics du Maroc et de Tunisie visés à l'article 1^{er} du décret n° 58-1038 du 29 octobre 1958, qui ne sont pas déjà bénéficiaires de décrets, de conventions ou d'accords particuliers de garantie*, de l'article 11, dernier alinéa, de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement et à la garantie des droits à pension des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie.

4 Sous réserve des prescriptions particulières faisant l'objet des paragraphes 9 à 11 ci-après, les prescriptions de l'instruction n° 62-114-B 3 du 10 octobre 1962, relative au paiement des pensions garanties concédées au profit des retraités tributaires de la Caisse de retraite des ouvriers de l'Etat tunisien et au profit des rentiers viagers tributaires de la Caisse de prévoyance marocaine ou de la Caisse des rentes viagères des personnels auxiliaires des administrations publiques du Maroc, s'appliquent, en principe, aux pensions allouées en application du décret du 1^{er} mars 1965. En particulier, ces pensions ne doivent être payées, le cas échéant, que pour la fraction de leur montant excédant celui de la pension qui serait éventuellement servie par la Caisse locale de retraite à laquelle les intéressés étaient affiliés (art. 8 et 13 du décret du 1^{er} mars 1965).

5 De même, les prescriptions de l'instruction du 10 octobre 1962 relatives au pré-compte des cotisations de Sécurité sociale, au régime des accessoires pour enfants, à l'imputation en dépense des paiements effectués sont également applicables.

(1) Les titres de paiement des pensions concédées depuis le 20 octobre 1966 font état du coefficient de revalorisation applicable depuis le 1^{er} janvier 1966 (125 %) et du montant de la pension déterminé en fonction de ce coefficient. Pour ces pensions, il n'y a donc lieu de calculer que le montant au 1^{er} janvier 1967 et le rappel dû à compter de cette date.

6 Le montant des pensions du régime du décret du 1^{er} mars 1965 fait l'objet de revalorisations annuelles en fonction de coefficients fixés par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances, compte tenu du coefficient moyen pondéré d'augmentation des pensions du régime général des retraites (art. 5 et 13 du décret). Toutefois, conformément à l'article 7 du décret, le montant de la pension doit être limité à celui qui serait servi à un fonctionnaire de l'Etat titulaire d'un emploi classé hors échelle D, 1^{er} chevron, comptant le même nombre d'annuités de services. Une mention prescrivant cette limitation est portée sur les titres de paiement.

7 Les coefficients de revalorisation, qui figurent sur les titres de paiement établis par la Direction de la Dette publique en regard des indications relatives à leur date d'effet et aux montants successifs de la pension mentionnés dans les cadres prévus à cet effet sur le certificat d'inscription et les fiches de paiement, ont été fixés comme suit par arrêtés des 15 mars 1965, 6 décembre 1965 et 15 décembre 1966 (base 100 au 9 août 1956) :

- 110,4 à compter du 1^{er} janvier 1957.
- 130,1 à compter du 1^{er} janvier 1958.
- 142,6 à compter du 1^{er} janvier 1959.
- 147,3 à compter du 1^{er} janvier 1960.
- 155 à compter du 1^{er} janvier 1961.
- 163 à compter du 1^{er} janvier 1962.
- 173 à compter du 1^{er} janvier 1963.
- 192 à compter du 1^{er} janvier 1964.
- 203 à compter du 1^{er} janvier 1965.
- 211 à compter du 1^{er} janvier 1966.
- 219,5 à compter du 1^{er} janvier 1967.

8 Il sera fait application des coefficients de 211 % et 219,5 % pour déterminer le montant des pensions garanties concédées en application du décret du 1^{er} mars 1965, lors du règlement des prochaines échéances, les 6 et 9 avril 1967. A cet effet, il appartiendra aux Comptables supérieurs assignataires de ces pensions :

- a) De calculer à la date des 1^{er} janvier 1966 (1) et 1^{er} janvier 1967 les nouveaux montants annuels bruts de la pension, en multipliant le montant de la pension à sa date d'entrée en jouissance par le coefficient revalorisé et en divisant ce produit par le coefficient en vigueur à cette date.
- b) De déterminer, dans les conditions habituelles, le montant de la cotisation de Sécurité sociale correspondant aux montants revalorisés de la pension ;
- c) De décompter le rappel d'arrérages dû depuis les dates d'effet de ces revalorisations et d'en faire payer le montant par le Comptable payeur lors du règlement de l'échéance du 6 ou 9 avril 1967.

9 Les pensions concédées au titre du décret du 1^{er} mars 1965 présentent, toutefois, des particularités qui tiennent aux conditions dans lesquelles a été assuré le reclassement des intéressés préalablement à l'attribution de la pension. Ces particularités — qui sont consignées sur le titre de paiement — visent notamment :

- a) Le cas où doit être reversée « l'indemnité de prise en charge » payée postérieurement à la date d'entrée en jouissance de la pension garantie ;
- b) Le versement de la retenue de 6 % due au titre des annuités acquises durant la période de prise en charge valable pour la retraite (art. 11 du décret).

(1) Les titres de paiement des pensions concédées depuis le 1^{er} janvier 1966 font mention du coefficient de revalorisation (211 %) applicable à cette date et du montant de la pension déterminé en fonction de ce coefficient. Pour ces pensions, il n'y a donc lieu de calculer que le montant au 1^{er} janvier 1967 et le rappel dû à compter de cette date.

INSTRUCTION
N° 67-17 - B 3
du
10 février 1967.

- 10 Dans ces deux hypothèses, le Ministère des Affaires étrangères, lorsqu'il établit le dossier de liquidation de pension, transmet au Comptable supérieur assignataire un « certificat administratif » mentionnant le montant de l'indemnité de prise en charge qui doit venir en déduction des premiers arrérages de la pension garantie ainsi que le titre de perception afférent à la retenue de 6 % dont le montant doit également être retenu sur le rappel d'arrérages.
- 11 Enfin, les pensions du régime local, garanties par le décret du 1^{er} mars 1965, peuvent faire l'objet de revalorisations périodiques de leur montant. Pour permettre de déterminer le montant à payer au titre de la pension française de garantie, les Comptables payeurs inviteront les bénéficiaires à fournir chaque année, *préalablement au règlement de la première échéance trimestrielle* de cette pension garantie, une attestation de l'organisme de retraite local précisant les bases annuelles successives du décompte des arrérages versés au cours de l'année écoulée au titre de la pension locale. Cette attestation sera transmise au Comptable supérieur assignataire de la pension garantie pour lui permettre de déterminer, conformément aux articles 8 et 13 du décret du 1^{er} mars 1965, le montant de la suspension à appliquer à la pension pour les échéances ultérieures ainsi que le montant de la somme qui doit être éventuellement reversée pour régulariser la situation de l'intéressé au titre de l'année écoulée.

Pour le Directeur de la Comptabilité publique :

Le Sous-Directeur,

H. VIROLLET.

**DECRET N° 65-164 DU 1^{er} MARS 1965 PORTANT APPLICATION DE L'ARTICLE 11,
DERNIER ALINEA, DE LA LOI DU 4 AOUT 1956 AUX PERSONNELS
DE NATIONALITE FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS CONCESSIONNAIRES, OFFICES
ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU MAROC ET DE TUNISIE**

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre du Travail,

Vu la loi n° 56-782 du 4 août 1956 modifiée relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie, et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 58-185 du 22 février 1958 validé par l'ordonnance n° 59-43 du 6 janvier 1959 ;

Vu le décret n° 58-1038 du 29 octobre 1958 modifié relatif aux conditions de reclassement des agents permanents français des sociétés concessionnaires, offices et établissements publics du Maroc et de Tunisie ;

Vu le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines ;

Le Conseil d'État (section des Finances) entendu,

DECRETE :

I. — BÉNÉFICIAIRES ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

ARTICLE PREMIER. — Le présent décret a pour objet de fixer les conditions d'application de l'article 11, dernier alinéa, de la loi susvisée du 4 août 1956 aux personnels qui ne sont pas déjà bénéficiaires de décrets, de conventions ou d'accords particuliers de garantie :

- 1° Aux anciens agents de nationalité française des sociétés concessionnaires, offices et établissements publics du Maroc et de Tunisie énumérés à l'article premier du décret du 29 octobre 1958 qui, à la date du 9 août 1956, étaient titulaires de pensions concédées au titre du régime de retraite applicable au personnel de ces organismes ou dont la pension était en instance de concession, de liquidation ou de paiement au titre du même régime, ou qui, affiliés à cette date à l'un des régimes de retraite considérés, pourraient prétendre ultérieurement à une telle pension.
- 2° Aux agents de nationalité française des entreprises visées ci-dessus en activité au 9 août 1956, qui, affiliés à cette date au régime de retraite de leur organisme employeur, sont bénéficiaires des dispositions du décret n° 58-1038 du 29 octobre 1958 et qui pourraient ou auraient pu prétendre soit à une pension concédée au titre des services accomplis par eux au Maroc ou en Tunisie antérieurement

à leur intégration, par la caisse locale à laquelle ils étaient affiliés, soit au remboursement des retenues pour la retraite supportées par eux dans les conditions prévues par le règlement de ladite caisse.

3° Aux ayants cause des personnels visés ci-dessus.

ARTICLE 2. — Lorsque les personnels compris dans le champ d'application de l'article premier sont ou deviennent titulaires de droits à pension auprès du régime de retraite auquel ils étaient affiliés, il leur est concédé par l'Etat, dans les conditions prévues aux articles suivants, du fait des services pris en compte au titre des règlements de retraite locaux, une pension dite « pension garantie ».

II. — PERSONNELS TITULAIRES DE PENSIONS OU DE DROITS A PENSION NON INTÉGRÉS DANS UN ORGANISME FRANÇAIS

ARTICLE 3. — Pour les personnes énumérées au 1° de l'article premier, les conditions et modalités de la constitution du droit, de la liquidation, de la jouissance et de la réversion de la pension garantie sont celles prévues par les règlements locaux de retraite en vigueur au 9 août 1956.

ARTICLE 4. — Dans un délai d'un an à compter de la publication du présent décret pour les agents déjà retraités ou de la date de leur admission à la retraite pour les agents non remis à disposition, les personnes visées au 1° de l'article premier du présent décret sont appelées à opter, d'une façon définitive et irrévocable, par lettre adressée au Ministre des Finances et des Affaires économiques, Direction de la Dette publique, Service de la Dette viagère, soit pour une pension garantie compte tenu de l'évolution des éléments locaux de rémunération, soit pour une pension garantie dans les conditions précisées à l'article 5 ci-dessous.

ARTICLE 5. — L'Etat garantit aux personnels qui auront choisi le deuxième terme de l'option mentionnée à l'article précédent, les pensions servies en application des statuts ou règlements locaux, sur la base de leur montant au 9 août 1956, ou, si leur concession est postérieure à cette date, sur la base du montant qu'elles auraient atteint au 9 août 1956, si elles avaient été concédées à cette date dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur à ladite date. Le montant de la pension garantie, déterminé comme il est indiqué ci-dessus, est majoré d'un coefficient fixé chaque année, pour compter du 9 août 1956, par arrêté du Ministre des Finances et des Affaires économiques, compte tenu du coefficient moyen pondéré d'augmentation des pensions concédées au titre du Code des pensions civiles et militaires de retraite.

ARTICLE 6. — L'Etat garantit aux personnels retraités des organismes visés au 1° de l'article premier du présent décret, qui ont opté pour une pension garantie calculée dans les conditions prévues par l'article 5 ci-dessus, la pension complémentaire ou les allocations en tenant lieu, servies par les caisses de retraite locales, sur la base de leur montant au 9 août 1956, dès qu'elles sont définitivement acquises en vertu de la réglementation en vigueur à cette date.

ARTICLE 7. — Le montant de la pension garantie conformément aux dispositions de l'article 5 du présent décret ne peut dépasser, à durée de services et bonifications égales, le montant de la pension servie à tout moment au titre du Code des pensions civiles et militaires de retraite à un fonctionnaire de l'Etat titulaire d'un emploi classé hors échelle D, 1^{er} chevron.

Le montant de la pension complémentaire ou des allocations en tenant lieu, n'entre pas en ligne de compte pour la détermination du plafond prévu à l'alinéa précédent.

ARTICLE 8. — La liquidation de la pension garantie incombe au Ministre des Finances et des Affaires économiques.

La concession en est faite par arrêté du Ministre des Finances. La pension garantie est mise en paiement par le Trésor pour la fraction de son montant excédant le montant de la pension concédée par les régimes de retraite dont bénéficiaient les personnels visés au 1° de l'article premier du présent décret.

**III. — PERSONNELS TITULAIRES DE DROITS A PENSION
INTÉGRÉS DANS UNE ADMINISTRATION OU UN ORGANISME FRANÇAIS**

ARTICLE 9. — Les personnels énumérés au 2° de l'article premier bénéficieront, au moment de leur radiation des cadres de l'organisme français d'intégration, de deux pensions juxtaposées. Les services retenus par les règlements locaux de retraite en vigueur au 9 août 1956 seront pris en compte pour la constitution du droit à pension servie par la Caisse de retraite à laquelle ces personnels auront été affiliés lors de leur intégration.

Les conditions d'ouverture du droit à pension et de l'entrée en jouissance sont celles que prévoit le règlement de retraite de l'organisme dans lequel lesdits personnels auront été intégrés.

ARTICLE 10. — La part de pension incombant au régime de retraite de l'organisme marocain ou tunisien donne lieu à la concession d'une pension garantie.

La pension garantie est liquidée compte tenu des annuités et des bonifications y afférentes et des annuités acquises durant la prise en charge qui auraient été prises en compte au titre des régimes locaux sur la base de la réglementation en vigueur au 9 août 1956, dans la limite du maximum d'annuités prévues par lesdits régimes.

La période de prise en charge est assimilée à des services rendus dans les cadres locaux et considérée comme non interruptive de l'avancement dans lesdits cadres.

Les grades, classes, échelles ou échelons qui auraient pu être franchis durant la prise en charge sont déterminés, à partir du grade, classe, échelle ou échelon détenus dans les emplois locaux au moment de la cessation effective des fonctions dans lesdits emplois, dans les conditions suivantes :

Tous les vingt-quatre mois pour les avancements de grade, classe, échelle ou échelon accessibles uniquement à l'ancienneté ;

Tous les trente mois pour les avancements de grade, classe ou échelle accessibles au choix.

Le montant de la pension garantie rémunérant lesdites annuités liquidables sera calculé sur la base du dernier traitement soumis à retenues pour pension qui aurait été perçu dans les emplois locaux au titre de la réglementation applicable au 9 août 1956, compte tenu de l'avancement qui aurait été obtenu dans lesdits emplois durant la période de prise en charge selon les modalités ci-dessus définies.

ARTICLE 11. — Les annuités éventuellement acquises durant la période de prise en charge viennent accroître le nombre des annuités liquidables de la pension garantie sous réserve que ladite période ait donné lieu au versement d'une retenue pour pension fixée à 6 % de l'indemnité de prise en charge.

Au cas où cette retenue n'a pas été opérée pendant la période considérée des ordres de versement de ladite retenue sont établis par les administrations des organismes métropolitains d'accueil. Le montant de la retenue est versé au Trésor public, compte « Retenues pour pensions civiles ».

Les annuités correspondant à la période de prise en charge seront en toute hypothèse décomptées comme des services civils sédentaires ou de catégorie A.

ARTICLE 12. — Les personnels visés à l'article 9 qui ont perçu au moment de leur départ du Maroc ou de Tunisie, en vertu de la réglementation propre aux régimes de retraite locaux ou de la part de leurs organismes employeurs, soit tout ou partie des retenues pour pension effectuées sur les salaires ou traitements

durant le temps passé au service desdits organismes, soit un pécule ou un capital, devront verser au Trésor public, compte « Retenues pour pensions civiles », les sommes correspondantes, dans un délai de deux ans à compter soit de la publication du présent décret pour les agents déjà remis à disposition, soit de la date de leur remise à disposition pour ceux qui sont encore en fonctions au Maroc ou en Tunisie.

A défaut du versement desdites sommes, les services civils accomplis dans les organismes énumérés à l'article 1^{er} du décret susvisé du 29 octobre 1958 ne pourront être pris en compte dans la constitution et la liquidation de la pension garantie.

ARTICLE 13. — La pension garantie dans les conditions ci-dessus est, une fois acquise, majorée conformément aux dispositions de l'article 5 du présent décret.

La concession de la pension garantie visée aux articles 9, 10 et 11 ci-dessus est effectuée par arrêté du Ministre des Finances et des Affaires économiques lors de la cessation des fonctions des intéressés à l'organisme français d'intégration et sur la proposition de ce dernier.

Le paiement de la pension garantie intervient sur décision du Ministre des Finances et des Affaires économiques pour la fraction de son montant excédant le montant de la pension qui serait éventuellement servie par la caisse de retraite à laquelle les intéressés étaient affiliés au Maroc ou en Tunisie.

Les conditions de la réversion de la pension garantie sont celles prévues par les règlements locaux de retraite en vigueur au 9 août 1956.

IV. — PERSONNELS N'AYANT PAS BÉNÉFICIÉ D'UN RECLASSEMENT

ARTICLE 14. — Pour les personnels qui ont renoncé à leur reclassement ou refusé ce reclassement ou qui sont jugés définitivement inaptes à tout reclassement, ou qui sont atteints par la limite d'âge en cours de prise en charge, ainsi que pour les ayants droit d'agents décédés en cours de prise en charge, les remboursements de retenues, les pécules, ou tous autres avantages pécuniaires auxquels les intéressés pouvaient prétendre, en vertu de la réglementation des régimes de retraite locaux, dans le cas où la pension n'était pas définitivement acquise, sont garantis par l'Etat sur la base de ladite réglementation en vigueur au 9 août 1956.

ARTICLE 15. — Le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre du Travail, le Ministre des Finances et des Affaires économiques et le Secrétaire d'Etat au Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} mars 1965.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Affaires étrangères,
MAURICE COUVE DE MURVILLE.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le Ministre du Travail,
GILBERT GRANDVAL.

Le Secrétaire d'Etat au Budget,
ROBERT BOULIN.